

PRÉSIDENCE  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

---

**DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

**40<sup>ème</sup> Forum économique mondial**

**Davos – Mercredi 27 janvier 2010**

Mesdames et Messieurs,

Bien sûr, permettez-moi de remercier le Professeur Schwab et tous les organisateurs du Forum de Davos pour m'avoir invité à prononcer le discours d'ouverture de cette 40<sup>e</sup> session.

Que les choses soient claires : je ne suis pas venu ici en tant que responsable politique pour donner des leçons à quiconque, mais pour vous dire que tous ensemble nous devons tirer les leçons de la crise. Pourquoi on doit tirer les leçons tous ensemble ? Parce que nous en sommes tous responsables. Et parce que, surtout, nous sommes responsables du monde que nous allons laisser à nos enfants.

Mesdames et Messieurs, sans l'intervention des États, tout se serait effondré. Ce n'est pas une question de libéralisme, d'étatisme, de socialisme, de gauche ou de droite, c'est une réalité. Et ne pas tirer des événements que nous avons connus il y a un an, la conclusion qu'il nous faut changer profondément, alors si nous ne changions pas, nous serions irresponsables.

Cette crise n'est pas seulement une crise mondiale.  
Cette crise, n'est pas une crise dans la mondialisation.  
Cette crise est une crise de la mondialisation.

C'est notre vision du monde qui, à un moment donné, a été défaillante.  
C'est notre vision du monde qu'il nous faut donc corriger.

Il n'y a pas de prospérité sans un système financier efficace, sans libre circulation des personnes et des marchandises, sans la concurrence qui remet en cause les rentes de situation.

Mais la finance, le libre-échange, la concurrence, sont des moyens, ils ne sont pas des fins en soi. Ne confondons pas le moyen de faire et l'objectif que nous devons nous donner.  
La mondialisation a dérapé à partir du moment où il a été admis que le marché avait toujours raison sans condition, sans réserve et sans limite et aucune autre raison ne pouvait lui être opposée.

Essayons de remonter à la source : ce sont les déséquilibres de l'économie mondiale qui ont nourri le développement de la finance globale. On a déréglementé la finance pour pouvoir financer plus facilement les déficits de ceux qui consommaient trop avec les excédents de ceux qui ne consommaient pas assez. La perpétuation et l'accumulation des déséquilibres a été le moteur et la conséquence de la globalisation financière.

La mondialisation a d'abord été la mondialisation de l'épargne. Je veux dire très clairement que la mondialisation de l'épargne a engendré un monde où tout était donné au capital financier, tout, et presque rien au travail, où, l'entrepreneur passait après le spéculateur, où le rentier prenait le pas sur le travailleur, où les effets de levier - l'expression « effets de levier », tout le monde n'avait que cela à la bouche -, atteignaient des proportions déraisonnables, et tout ceci a engendré un capitalisme dans lequel il était devenu normal de jouer avec l'argent, de préférence des autres, de gagner facilement, extrêmement rapidement, sans effort et souvent sans aucune création de richesses ou d'emplois, des masses d'argent absolument considérables.

Une des caractéristiques les plus frappantes à mes yeux de ce capitalisme que nous avons laissé naître, c'est que le présent y était tout et l'avenir ne comptait plus. Tout pour le présent immédiatement, plus rien pour l'avenir. On lisait d'ailleurs, j'en veux pour preuve, Professeur Schwab, cette dépréciation de l'avenir dans les exigences absolument exorbitantes de rendement. Ce rendement dopé par la spéculation et les effets de levier, c'était le taux d'actualisation des revenus futurs : plus ils s'élevaient, moins l'avenir comptait. Tout, tout de suite.

On lisait cette dépréciation de l'avenir dans la comptabilité. Fantastique ! On en est venu, Mesdames et Messieurs, à évaluer les actifs d'une entreprise au prix du marché, oubliant que le marché change sans arrêt en fonction, par exemple, des emballements boursiers. Quand l'euphorie gagnait les marchés, les bilans étaient réévalués et la réévaluation des bilans dopait à son tour les cours de bourse. Quand la défiance l'emportait, les bilans étaient déprimés et la dépréciation des bilans à son tour faisait baisser les cours.

Nous avons touché du doigt les méfaits de cette comptabilité pendant la crise financière quand l'effondrement des marchés faisait fondre le capital des banques, la crise du crédit s'en est trouvée aggravée. Et on nous disait : « mais attention, les banques ne valent plus rien, elles ne peuvent plus rien prêter ». Donc, les entreprises ne pouvaient plus demander du crédit puisqu'on ne leur en prêtait pas. On ne prêtait pas parce que la valeur des banques avait disparu. La valeur des banques avait disparu parce qu'elle était elle-même actualisée sur le cours de la bourse du jour, que dis-je du jour, de l'après-midi, du matin, de l'heure, de la minute.

C'est tout notre système de représentations qui était faussé. Puis-je affirmer, en m'excusant devant vous de cette idée trop simple, que la valeur économique d'une entreprise ne change pas de seconde en seconde, de minute en minute, d'heure en heure... Pour mesurer à quel point cette comptabilité peut être absurde il suffit de savoir qu'avec le système de la valeur de marché une entreprise en difficulté peut enregistrer un bénéfice comptable du seul fait que la dégradation de sa signature diminue la valeur de marché de sa dette ! Il fallait y penser.

C'était tout notre système de mesure statistique qui était biaisé.

Dans les statistiques, on voyait les revenus qui augmentaient.

Mais dans la vie, les gens voyaient les inégalités qui se creusaient.

Dans la vie, on voyait cela et dans les statistiques, le niveau de vie s'élevait mais le nombre de ceux qui éprouvaient de plus en plus le sentiment de la dureté de la vie ne cessait de croître.

Relisons le rapport de la Commission présidée par Joseph Stiglitz, et interrogeons-nous sur notre façon de mesurer notre économie et ses résultats. C'est au fond nous interroger sur nos finalités. Qu'est-ce que l'on veut faire du capitalisme ?

Je le dis cette réflexion ne peut pas être celle des seuls experts, des seuls statisticiens. Nous devons sortir de la civilisation des experts qui ne discutent entre eux, chacun dans leur spécialité.

Nous devons réfléchir tous ensemble, ce ne sont pas que des problèmes techniques. Et nous devons le faire car si nous ne le faisons pas, nous prenons des risques insoutenables avec l'avenir. Si nous ne changeons pas la réglementation bancaire, si nous ne changeons pas les règles prudentielles, si nous ne changeons pas les règles comptables - mais ce n'est pas qu'une affaire de techniques, ce n'est pas qu'une affaire d'experts -, où voulons-nous conduire le capitalisme qui est le nôtre ? Que voulons-nous en faire ? Quelles sont les finalités que nous poursuivons ?

On ne va pas vaincre la faim dans le monde si nous ne parvenons pas à stabiliser les cours des matières premières qui évoluent de façon erratique. Ce n'est pas une affaire d'experts.

On ne va pas préserver l'avenir de la planète si nous ne payons pas le vrai prix de la rareté. Ce n'est pas une affaire d'experts. C'est notre affaire à tous.

Nous n'allons pas réconcilier les citoyens avec la mondialisation, avec le capitalisme, si nous ne sommes pas capables d'apporter au marché des contrepoids, voire des correctifs.

Finalement, en nous défaussant de toutes nos responsabilités sur le marché, nous avons créé une économie qui a fini par fonctionner à rebours des valeurs auxquelles elle se référait.

Par exemple, on a mutualisé à l'excès le risque, on a donc dilué la responsabilité. Si les risques sont partagés à l'infini, il n'y a plus de responsable. S'il n'y a plus de responsable, on n'est plus dans une économie de marché.

En mettant la liberté du commerce au-dessus de tout, on a affaibli la Démocratie, parce que les citoyens attendent de la Démocratie qu'elle les protège.

En privilégiant la logique du court terme, nous avons épuisé les ressources non renouvelables, abîmé l'environnement. Il ne peut y avoir de développement durable quand le profit immédiat et la valeur pour l'actionnaire sont les seuls critères. Je ne dis pas que ce sont des critères illégitimes, je dis que cela ne peut être le seul critère.

En dérégulant à l'excès, qu'est-ce qui s'est passé ? Nous avons eu les dumpings, et une concurrence qui n'était plus loyale mais déloyale. Nous avons laissé s'installer une mondialisation fondée sur la croissance externe, où chacun cherche à se développer en prenant les entreprises, les emplois, les parts de marché des autres, plutôt qu'en travaillant plus, en investissant plus, en augmentant sa productivité, en augmentant sa capacité d'innovation.

La mondialisation dont nous avions rêvée, c'était celle où, au lieu de prendre aux autres à coups de dumpings monétaires, sociaux, fiscaux, écologiques, chacun appuyait son développement sur le progrès social, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur l'amélioration de la qualité de vie.

Regardez : à l'O.I.T., au F.M.I., à la Banque mondiale, à la F.A.O., au G20, finalement, Mesdames et Messieurs, on discute de la même chose sous des aspects différents ; la grande question du XXI<sup>e</sup> siècle : comment remettre l'économie au service de l'homme ? C'est la question qui est posée à tous les responsables. Comment faire en sorte que l'économie n'apparaisse plus comme une fin en soi mais comme un moyen ? Comment aller vers une mondialisation où chacun en se développant contribuera au développement des autres ? Comment bâtir une mondialisation qui doit être plus coopérative parce qu'elle est trop conflictuelle aujourd'hui ?

Entendons-nous bien, et je veux être compris ici : il ne s'agit pas de nous demander par quoi nous allons remplacer le capitalisme mais de savoir : « quel capitalisme voulons-nous ? ».

La crise que nous traversons n'est pas une crise du capitalisme. C'est une crise de la dénaturation du capitalisme.

Le capitalisme a toujours été inséparable d'un système de valeurs, d'un projet de civilisation, d'une certaine idée de l'homme.

Le capitalisme purement financier est une dérive qui bafoue les valeurs du capitalisme. Mais l'anticapitalisme est une impasse pire encore. Il n'y a aucune solution dans l'anticapitalisme. Il n'y a aucun système autre que l'économie de marché.

Mais nous sauverons le capitalisme et l'économie de marché, en le refondant, oserai-je le mot, en le moralisant. Je sais que ce terme peut susciter beaucoup d'interrogations.

Mais de quoi avons-nous besoin au fond, sinon de règles, de principes, d'une gouvernance qui reflètent des valeurs partagées ? Et si nous dotions d'une morale commune ?

On ne peut pas gouverner le monde du XXI<sup>e</sup> siècle avec les règles du XX<sup>e</sup>.

On ne peut pas gouverner la mondialisation en tenant à l'écart la moitié de l'Humanité.

On ne peut pas prendre les décisions de la mondialisation sans l'Inde, sans l'Afrique, ou sans l'Amérique latine. C'est une folie.

On ne peut pas regarder le monde d'après la crise comme celui d'avant la crise.

Le monde de demain ne sera pas celui d'hier.

Il faut prendre nos responsabilités. Il y a des comportements indécents qui ne seront plus tolérés par l'opinion publique, mes chers amis, dans aucun pays au monde, fût-il le plus grand.

Il y a des profits excessifs qui ne seront plus acceptés parce qu'ils seront sans commune mesure avec la capacité à créer des richesses et des emplois.

Allons un peu plus loin. Il y a des rémunérations qui ne seront plus supportées parce qu'elles seront sans rapports avec le mérite. Mais que celui qui crée des emplois, que celui qui crée des richesses puisse gagner beaucoup d'argent, c'est normal, cela n'a rien de choquant. Et nous devons en faire la pédagogie. Ce qui est profondément anormal, c'est que celui qui gagne beaucoup d'argent quand cela va bien, considère comme naturel de continuer à gagner beaucoup d'argent quand cela va mal. Cela personne ne peut l'accepter. Grosse rémunération, grosses responsabilités. Celui qui contribue à détruire des emplois et des richesses sans tirer aucune conséquence de la situation, c'est moralement inacceptable.

Je remercie les deux personnes qui applaudissent cela -.Moi, vous savez, il y a eu le grand président d'une grande banque française dont j'ai souhaité la démission, parce qu'un des collaborateurs de cette banque, à lui seul, a pu faire un détournement qui a coûté plusieurs milliards d'euros à cette banque. Ce n'est pas normal qu'avec un tel disfonctionnement cette personne reste en place, ou alors, on n'est plus dans un système de responsabilités. En même temps, j'ai défendu un industriel français qui prend la tête d'une des grandes entreprises françaises, avec un salaire plus confortable, parce que c'est un homme à la compétence reconnue.

De la même façon, les bonus. Quand on fait une liste de bonus pour tous ceux qui ont aidé à faire gagner une entreprise, c'est parfait. Mais quand l'entreprise perd, il ne faut pas venir m'expliquer qu'on était capable de faire la liste des bonus et qu'on est incapable de faire la liste des malus. Quand on gagne à tous les coups, on n'est pas dans un système d'économie de marché. On trompe les gens, et moralement, on est indéfendable. Ceux qui agissent comme cela, Mesdames et Messieurs, détruisent les valeurs de l'économie de marché que nous défendons tous ensemble. C'est la caricature de ce que nous défendons et une infirme minorité peut dénaturer, aux yeux de l'opinion publique internationale, un système qui a fait ses preuves.

A l'avenir, il y aura une exigence beaucoup plus grande que les revenus soient proportionnés à l'utilité sociale, au mérite ; une plus grande exigence de justice ; une plus grande demande de protection.

Alors moi je crois, Professeur SCHWAB, qu'on n'a pas le choix. Ou bien nous changerons de nous-mêmes, ou bien les changements nous seront imposés. Par quoi ? Par Qui ? Par les crises économiques, par les crises politiques et par les crises sociales. Faisons le choix de l'immobilisme et le système sera balayé, et il l'aura mérité !

Ou bien nous serons capables par la coopération, par la régulation, par la gouvernance de répondre à la demande de protection, de justice, de loyauté, ou bien nous aurons le protectionnisme, la fermeture et le chacun pour soi. Je suis pour la liberté du commerce, la liberté des échanges, mais y a-t-il une personne qui peut affirmer que les opinions publiques accepteront que certains pays s'exonèrent de

toute règle pour inonder le marché des autres qui respectent des règles ? Le protectionnisme, qu'il ne faut souhaiter en aucun cas, viendra de ces dysfonctionnements-là.

Le G20 préfigure la gouvernance planétaire du XXI<sup>e</sup> siècle. Sans le G20, le chacun pour soi l'aurait emporté, sans le G20, il n'aurait pas été possible de réglementer les bonus, de venir à bout des paradis fiscaux, de changer les règles comptables.

Mais de Davos je veux dire une chose : c'est bien beau de prendre des décisions, encore faut-il qu'elles soient – ces décisions – mises en œuvre. Je veux saisir cette occasion pour affirmer que si les signes de reprise qui semblent marquer la fin de la récession mondiale sont là, cela ne doit pas nous inciter à être moins audacieux mais davantage encore. Davantage encore pour réformer nos systèmes de protection sociale, pour assainir nos finances publiques, pour être plus rigoureux dans la lutte contre la fraude fiscale, pour investir dans l'avenir. Si nous ne faisons pas cela, la reprise ne sera qu'un répit.

Alors, les engagements pris doivent être tenus.

Je vais prendre des exemples. Si le débat absolument crucial sur les normes comptables s'enlise, si des organismes privés auxquels on a délégué un pouvoir réglementaire violent délibérément un mandat donné par les chefs d'État et de Gouvernement et que nous les laissons faire, il ne restera rien de la crédibilité du G20. Et s'il ne reste rien de la crédibilité du G20, c'est l'amorce d'un gouvernement économique mondial que nous perdrons, et ce sera une catastrophe.

Si la concurrence est faussée par des règles prudentielles qui resteraient différentes d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, alors que nous avons décidé le contraire. Par exemple, nous devons nous entendre sur une définition commune des fonds propres et si on ne s'entend pas là-dessus, eh bien tant d'acteurs trouveront normal de reprendre leurs habitudes d'avant la crise. Moi je ne me contenterai pas d'une prise de décision symbolique et politique, je demanderai qu'elle rentre dans les faits.

Comment, par exemple, dans un monde de concurrence, exiger des banques européennes trois fois plus de capital pour couvrir les risques de leurs activités de marché et ne pas l'exiger des banques américaines ou asiatiques ? Qui pourrait comprendre cela ? Ce serait un scandale et nous ne pourrions pas l'accepter.

Comment accepter que l'obligation pour les banques de conserver dans leurs bilans une partie des crédits qu'elles ont titrisés puisse ne pas figurer dans les réglementations de pays membres du G20 alors que ce principe a fait l'objet d'un accord unanime ? Nous ne pourrions pas l'accepter ! Seulement, la différence, c'est que par exemple la France ne dira pas : « ah, j'attends que les autres le fassent pour le faire ! ». Nous le ferons, nous respecterons scrupuleusement les règles. Mais nous prendrons à témoin l'opinion publique mondiale et ceux qui n'appliqueront pas les règles que nous avons définies en commun et adoptées à l'unanimité s'expliqueront devant leurs opinions publiques.

Si l'on fabrique des normes qui ne tirent pas les leçons de la crise et qui conduisent les investisseurs à long terme à diminuer leurs portefeuilles d'actions – ce qui est invraisemblable –, alors il ne faudra pas s'étonner que les cours soient encore plus instables et qu'un grand nombre d'entreprises se retrouvent davantage soumises à une pression spéculative. Si la conséquence qu'on tire de la crise c'est de demander aux investisseurs de moins investir en actions, c'est qu'on n'a pas bien compris ce qui s'est passé il y a un an.

Ne pas faire ce que nous avons décidé, ce serait une faute économique, une faute politique, une faute morale.

Au fond, nous savons bien ce que nous avons à faire ensemble.

En finir avec un système sans règles qui tire tout le monde vers le bas et le remplacer par des règles qui tirent tout le monde vers le haut. Alors, je sais bien que, Français, je suis suspect de ce point de

vue, mais de grâce, peut-on essayer de faire passer cette idée raisonnable? Que si trop de règles tuent le dynamisme, l'absence de règle tue le capitalisme ! Ce n'est quand même pas une idée difficile à faire comprendre sur tous les continents ?

Alors, il ne s'agit pas d'avoir le même droit du travail partout, c'est évident.

Mais en même temps, ici à Davos, je voudrais poser cette question. Comment accepter qu'une cinquantaine d'États membres de l'O.I.T. - membres de l'O.I.T. ! -, n'aient même pas ratifié les huit normes qui définissent les droits fondamentaux du travail ? Moi je comprends parfaitement qu'un pays qui n'est pas membre de l'Organisation internationale du travail n'adopte pas les normes, mais quand on est membre d'une organisation, qu'on adopte des règles et qu'on ne ratifie pas les normes ! Mais qui peut croire à votre parole ? Quel est ce système ? Ce n'est pas une mondialisation régulée, c'est la jungle.

A Copenhague, des engagements chiffrés sur le climat ont été souscrits par 192 pays. Comment faire respecter ces engagements sans une Organisation mondiale de l'environnement que la France appelle de ses vœux ? Comment ne pas voir que la possibilité d'instaurer une taxe carbone aux frontières contre le dumping environnemental constitue une forte invitation pour chaque pays à respecter la règle commune ?

L'avancée décisive à mes yeux serait de mettre le droit de l'environnement, le droit du travail, le droit à la santé à égalité avec le droit du commerce. C'est une révolution dans la régulation mondiale et cela implique que les institutions spécialisées puissent intervenir dans les litiges internationaux et notamment commerciaux par le biais de questions préjudicielles. La communauté internationale ne peut pas continuer à être schizophrène, oui nous sommes schizophréniques ! Nous renions à l'O.M.C. ou au F.M.I. ce que nous décidons à l'O.M.S. ou à l'O.I.T. Mais ce sont les mêmes ! Ce sont les mêmes pays, ce sont les mêmes dirigeants, on ne peut pas tenir dans la même année deux discours totalement différents selon qu'on est dans une enceinte différente, ce n'est pas comme cela que l'on ramène la confiance et qu'on est à la hauteur de ses responsabilités.

Bien sûr, il faudra aider les pays pauvres.

Bien sûr, la question des financements innovants est centrale, compte-tenu de tout l'argent que nous avons engagé avec nos budgets pour éviter la catastrophe. Nous n'échapperons pas au débat sur la taxation de la spéculation. Que l'on veuille endiguer la frénésie des marchés financiers pour financer l'aide au développement, c'est plutôt une bonne nouvelle et je veux dire combien je soutiens les initiatives de l'Angleterre et de Gordon BROWN.

Pour en terminer, l'autre question que nous ne pouvons plus éluder. Je sais que je m'adresse à un public de grande qualité, mais quand même cette question, on doit la poser. Quel rôle doit jouer les banques dans l'économie ? Ce n'est pas un gros mot. Quel est le métier de banquier ? Revenons aux fondamentaux, le métier de banquier n'est pas de spéculer, c'est d'analyser le risque du crédit, c'est de mesurer la capacité des emprunteurs à rembourser et c'est de financer le développement de l'économie. Si le capitalisme financier a connu une telle dérive, c'est parce que des banques ne faisaient plus leur métier. Pourquoi prendre le risque de prêter aux entrepreneurs quand il est si facile de gagner autant d'argent en jouant sur le niveau de la bourse sur les marchés ? Pourquoi ne prêter qu'à ceux qui peuvent rembourser quand il est si facile de sortir les risques de son bilan ? La notion même de hors bilan est quelque chose que j'ai du mal à comprendre, et quand j'ai compris, à accepter. Pourquoi faire des règles si toute une partie de votre activité est hors les règles, hors bilan ?

Je suis d'accord avec le Président OBAMA quand il juge nécessaire de dissuader les banques de spéculer pour elles-mêmes ou de financer des fonds spéculatifs.

Mesdames et Messieurs, si nous perpétuons les déséquilibres qui sont à la racine du mal, on n'y arrivera pas. Les pays excédentaires doivent consommer davantage. Les pays déficitaires doivent consommer moins et rembourser leurs dettes.

Alors, autre sujet sensible. La monnaie, a-t-on le droit de parler de la monnaie ? Mais je dis c'est un devoir, je ne comprends pas qu'on considère que parler de la monnaie est en soi un problème. C'est toujours un problème quand on ne parle pas des choses ? et quand on refuse d'y réfléchir. La monnaie est au cœur de ces déséquilibres. Il n'y aura pas de remise en ordre de la finance et de l'économie si on laisse persister le désordre des monnaies. L'instabilité des changes, la sous-évaluation de certaines devises empêchent le commerce d'être équitable, empêchent la concurrence d'être loyale. Dire cela, c'est quand même du bon sens. C'est l'emploi et le pouvoir d'achat qui servent de variable d'ajustement à ce que j'appellerai, excusez l'expression, la manipulation monétaire. La prospérité de l'après-guerre doit beaucoup à Bretton Woods, à ses règles et à ses institutions.

Eh bien ? nous avons besoin d'un nouveau Bretton Woods. On ne peut pas avoir d'un côté un monde multipolaire et de l'autre une seule monnaie de référence à l'échelle planétaire. On ne peut pas d'un côté prôner le libre-échange et de l'autre accepter le dumping monétaire. La France qui présidera le G8 et le G20 en 2011 inscrira donc à l'ordre du jour la réforme du système monétaire international, qui est un sujet passionnant et absolument décisif pour tout les pays du monde. J'espère qu'à Davos, cela sera un beau sujet, par exemple, pour la 41<sup>ème</sup> édition.

D'ici là, et j'en termine, il faudra gérer prudemment la sortie des mesures de soutien à l'activité et le retrait du trop-plein de liquidités injectées pendant la crise. Ma conviction, c'est qu'un resserrement trop brutal risque de tout faire s'effondrer à nouveau.

Il nous restera à faire émerger un nouveau modèle de croissance, à inventer l'État, l'entreprise et la ville du XXI<sup>e</sup> siècle.

Mes chers amis, il y a quelques années on prédisait la fin des nations, et les intellectuels parlaient de l'avènement du nomadisme. Mais dans la crise, je veux rendre hommage aux entreprises, les entreprises les plus mondialisées, les banques les plus globales qui ont redécouvert avec une facilité déconcertante qu'elles avaient une nationalité. Aucune ne s'est trompée de guichet ! Le fil n'était pas brisé, chacun savait bien d'où il était. Et le discours : « nous sommes de grandes entreprises qui enjambent les continents et nous n'avons pas de nationalité », au premier vent contraire, le discours avait disparu.

Mais il y a quelques années on annonçait le déclin des organisations, la fin des entreprises. On voulait leur appliquer les principes de la gestion de portefeuilles. On redécouvre aujourd'hui, heureusement, que les entreprises sont des communautés humaines, des organismes vivants, qui ont besoin d'un leader, d'un chef, d'un patron, un entrepreneur et qui dépend du savoir-faire de leurs salariés. Cela vit, une entreprise. C'est une collectivité. Cela respire. Cela crée de la richesse. Cela doit avoir une finalité qui n'est pas simplement un cours de bourse même si le cours de bourse, c'est important.

Il y a quelques années, on prévoyait que la ville allait se disperser, se défaire, et avec elle les liens sociaux, les rapports humains, les relations de proximité. On redécouvre aujourd'hui le besoin de convivialité, d'urbanité.

Au fond, c'est la citoyenneté qui semblait appelée à se dissoudre dans le marché mondial. La citoyenneté, elle s'est ressourcée dans l'épreuve de la crise. Et la grande leçon, c'est que demain il faudra de nouveau compter avec les citoyens dans tous nos pays.

Citoyen, ce n'est pas une catégorie à part, c'est chacun d'entre-nous. Le chef d'entreprise, l'actionnaire, le salarié, le syndicaliste, le militant associatif, le responsable politique, c'est un citoyen qui a des responsabilités envers les autres, envers son pays, envers les générations futures, envers la planète.

Le monde de demain devra compter avec les citoyens, avec l'exigence morale, avec l'exigence de responsabilité, avec l'exigence de dignité des citoyens. Moi, je vous propose, Mesdames et Messieurs, de regarder cela non comme un problème de plus mais comme une partie de la solution, de regarder l'émergence de ce nouveau citoyen mondial non pas comme une difficulté supplémentaire mais comme quelque chose de sain, une bonne nouvelle, quelque chose de vertueux. Et vous savez pourquoi ? Parce que, peut-être, l'émergence de ce citoyen plus lucide, plus réaliste, plus conscient, plus exigeant, nous conduira à nous sentir plus heureux de ce que nous sommes, et surtout plus heureux de ce que nous accomplissons.

Je vous remercie.

Pardon, je voudrais que chacun comprenne une chose, c'est que dans le monde qui est le nôtre – je ne recommence pas ! - les différences entre anglo-saxons et continentaux de l'Europe s'estompent complètement. C'est quelque chose qui me frappe beaucoup que face à un grand problème, on s'est retrouvé à égalité. Voilà.

Je vous demanderai également, Professeur Schwab, de ne pas oublier le Fonds mondial, les objectifs du Millénaire et de faire en sorte que nous, les Etats, nous serons au rendez-vous, mais que les généreux donateurs puissent faire en sorte - je sais que demain Méлина GATES vient -, mais que l'on n'oublie pas qu'à Davos, il y a une finalité humaine à tout ceci, qu'on n'est pas des techniciens qui réfléchissent à la création de richesses simplement, mais vous êtes légitimes à poser la question de la répartition de richesses. Ne vous laissez jamais enfermer dans une caricature. Les adversaires de l'économie de marché en seraient bien trop heureux, cela serait trop grave si c'était le cas.

Merci. Là, je m'en vais vraiment.